



Déclaration de l'UNSA Éducation

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Tout d'abord, nous souhaitons remercier les services départementaux et académiques pour la qualité du travail de préparation de cette instance.

L'ordre du jour de notre séance prévoit l'approbation du PV du dernier CSA Départemental du 2nd degré qui s'est tenu il y a tout juste un an. Une année au cours de laquelle quatre ministres ont eu le temps de se succéder à la tête de notre Ministère ! On pourrait en sourire, mais l'UNSA Éducation est plutôt consternée par la manière dont l'école est considérée ou plutôt déconsidérée. Le pilotage de l'École a besoin de stabilité, les enjeux sont d'ampleur pour toute la jeunesse et l'avenir d'un pays. Il ne s'agit pas seulement de nommer un VRP de la politique éducative arrêtée par le président de la République ou le Premier Ministre. Or ces dernières années, le changement perpétuel de pilotage renvoie une image de grande fragilité.

Mais à défaut de choc de stabilité, l'École, ses élèves et ses personnels ont donc été frappés par un « Choc des savoirs » dont l'ambition, plus ou moins cachée, est de répondre aux populismes divers s'exprimant sur le système éducatif.

En cela, la mise en place des groupes de niveaux en collège est l'image même de la grossière fausse bonne idée, et on peut légitimement se demander si ce projet développé à l'école préfigure celui qui sera proposé en 2027. Après les désaccords sémantiques entre la rue de Grenelle et Matignon, les textes officiels publiés récemment n'ont pas repris la notion de « niveau » et ont laissé plus de souplesse aux équipes pour l'organisation des groupes. Ces évolutions plutôt positives, restent néanmoins largement insuffisantes au regard des moyens à disposition, du caractère dérogatoire de la classe entière et les contraintes sur le volume horaire hebdomadaire.

L'UNSA Éducation reste donc opposée à l'ensemble des mesures du Choc des savoirs, comme, entre autres, le nouveau DNB. Transformer ce Brevet en baccalauréat du collège est également une véritable régression. Le DNB n'a pas vocation à se transformer en examen de passage obligatoire au lycée. L'UNSA Éducation continue de revendiquer un brevet du socle commun qui évaluerait les acquis des élèves s'appuyant sur leurs productions diverses réalisées tout au long du cycle 4, notamment dans les projets interdisciplinaires, à l'opposé du projet du ministre. Avec le nouveau DNB, c'est le collège égalitaire qui disparaît.

Mais après le Choc des savoirs, une forte réplique a touché l'Éducation Nationale avec le Choc des Finances ! L'UNSA Éducation dénonce le signal très négatif envoyé par le gouvernement avec une baisse des crédits ministériels de 691 millions d'euros dans l'Éducation. Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un tel message de coupes budgétaires importantes ? C'est une mauvaise nouvelle pour l'École alors que l'investissement public est plus que jamais nécessaire pour dépasser les défis de notre pays : inclusion, mixité sociale, transition écologique, transition numérique, revalorisation des personnels et attractivité des métiers pour les plus marquants.

Mais puisqu'il est question de moyens, venons-en à l'objet principal de ce Comité Social, l'enveloppe départementale pour préparer la rentrée 2024 dans les Établissements du second degré.

La dotation pour notre département prend en compte l'évolution démographique mais découle aussi des priorités académiques, elles-mêmes impulsées par notre Ministère pour accompagner la nouvelle organisation des enseignements dans le cadre du « Choc des savoirs ». Et vu sous cet angle, il s'avère que dans la réalité, le sous-financement de ces mesures sera la règle, asséchant ainsi les marges et donc l'offre éducative.

Au collège, la dotation horaire est largement insuffisante au regard des besoins, et les établissements se partagent des miettes. La lecture du bilan des ouvertures et fermetures de postes laisse apparaître la lente disparition des moyens en Technologie, devenue une variable d'ajustement des réformes successives. On peut également constater que la grande majorité des ouvertures porte donc sur les Mathématiques et les Lettres Modernes, mais au regard des effectifs dans les divisions, il est facile de deviner que ces moyens seront largement insuffisants. Douze collèges tarnais présentent des effectifs en 6^{ème} supérieurs à 27 élèves par classe (et 14 pour la 5^{ème}), avec certaines divisions atteignant les 30 élèves. Ce constat doit nous inquiéter sur les conditions d'apprentissages des élèves et en particulier des plus fragiles à un moment clé de leur parcours scolaire, mais il pose aussi la question de l'inclusion. Comment, dans ces conditions, intégrer les élèves de dispositifs spécifiques dans des classes correspondant à leur âge et à leurs besoins ?

Au lycée Général et Technologique, ce sont près de 300 heures qui sont perdues par rapport à la rentrée 2023. Et neuf postes seront fermés, pour un solde de -5 ETP, et une perte de 5 divisions au total alors que la baisse globale des effectifs n'est que de 57 élèves sur le pré-bac.

Enfin, la voie professionnelle reste sur une forme de statu quo en terme dotation horaire, de postes ou de divisions, pour des évolutions d'effectifs disparates entre le niveau 3 et le niveau 4. L'UNSA Éducation déplore la succession de réformes sans évaluation, sans cohérence entre elles qui ont entraîné une perte de sens du métier et une dégradation de la qualité des formations.

La prochaine rentrée ne s'annonce donc pas sous les meilleurs auspices tant sur le fond des réformes que sur les moyens alloués à l'École. Mais, qui sait, de nouveaux rebondissements peuvent survenir d'ici septembre.

Les enseignants comme les chefs d'établissements auront besoin d'accompagnement, sans aucune pression ni contrainte, et surtout de temps pour préparer cette rentrée atypique. L'UNSA Éducation attend de nos autorités académiques et départementales qu'elles accordent toute confiance aux équipes concernant le choix de l'organisation qui sera adoptée dans les collèges. Ce sont bien elles qui devront avoir souplesse et liberté sur la constitution des groupes, ainsi que sur le nombre de périodes de retour en classe entière et sur leur durée. C'est pour nous cet état d'esprit qui doit prévaloir, pour préparer tant bien que mal la prochaine rentrée dans les établissements tarnais.

Madame la Directrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA, nous vous remercions pour votre écoute.